

Questions orales

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.

La définition de sécurité collective semble se limiter à la sécurité militaire. Étant donné les preuves scientifiques au sujet des répercussions écologiques mondiales d'une guerre dans le Golfe, le gouvernement élargira-t-il sa définition de sécurité collective au lieu de la limiter à la suprématie militaire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous l'avons fait il y a quelque temps, non seulement dans le discours que j'ai eu l'honneur de prononcer au nom du Canada devant la dernière assemblée générale des Nations Unies, mais plus particulièrement dans le Livre vert déposé par mon collègue, le ministre de l'Environnement.

* * *

LES CARBURANTS DE REMPLACEMENT

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, la crise du golfe Persique a démontré une fois de plus jusqu'à quel point le monde occidental dépendait des champs pétrolifères vulnérables du Moyen-Orient. Je m'adresse donc au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour obtenir réponse à ma question.

Le ministre pourrait-il nous dire exactement quelles mesures le gouvernement prend actuellement pour encourager véritablement l'exploitation et l'utilisation de carburants de remplacement comme le méthanol, l'éthanol, le propane et le gaz naturel?

C'est le temps maintenant ou jamais de faire fonctionner nos voitures aux carburants de remplacement.

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je remercie le député de m'avoir posé cette question.

Indépendamment de la crise du Golfe, je rappelle que le gouvernement s'intéresse depuis quelque temps déjà aux carburants de remplacement et à l'utilisation d'autres formes d'énergie. Songeons au programme Méthanol pour moteurs puissants, au programme de recherches sur le gaz naturel et aux ententes avec la société General Motors concernant l'utilisation du méthanol ainsi qu'avec la société Ford, qui touche également les autobus urbains.

Ce que dit le député concerne également le Plan vert. Une initiative visant une plus grande utilisation du méthanol, de l'éthanol et du gaz naturel comprimé est prévue dans ce plan. Pour la gouverne du député, je lui signale que nous redoublons d'efforts dans ce dossier dont nous nous occupons depuis quelque temps déjà.

[Français]

LA CRISE DU GOLFE PERSIQUE

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je suis convaincu que la décision d'aller en guerre ne peut être prise qu'après la conviction profonde que les sanctions ne pourront pas fonctionner. Je pense que vous ne nous avez pas fait cette démonstration encore. J'ai fait parvenir hier à votre secrétaire parlementaire les résultats d'une analyse qui ont été publiés mardi dans le *New York Times* où des spécialistes, après une analyse de 115 cas de sanctions, disent que, étant donné l'efficacité exceptionnelle des sanctions dans le cas de l'Irak, on peut voir qu'on aurait 100 p. 100 des chances que, à terme, les sanctions réussissent et que même. . .

M. le Président: Je demanderais s'il vous plaît à l'honorable député d'en venir à sa question.

M. Tremblay (Rosemont): Qu'est-ce que vous pouvez répondre?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je m'excuse, monsieur le Président, je crois que j'ai manqué la question, s'il y a eu une question. Peut-être qu'il y a une brève question que le député pourrait poser.

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Que pouvez-vous répondre à des spécialistes qui ont fait cette analyse-là?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je crois que le député parle d'un article dans le *Globe and Mail* et le *New York Times* par certains scientifiques sociaux qui ont fait des projections en ce qui concerne la possibilité de l'efficacité des sanctions. Comme je l'ai dit hier pendant le débat, et je ne sais pas si le député était ici pendant cette partie du débat. . .

Une voix: Non, il n'était pas ici.

M. Clark (Yellowhead): Non, il n'était pas ici? J'ai indiqué clairement qu'il y a une différence entre la preuve et les projections par les scientifiques sociaux. Nous n'avons aucune raison de croire que les sanctions en place en ce qui concerne l'Irak vont avoir un impact sur la capacité militaire de l'Irak avant au moins six mois, peut-être neuf mois, peut-être beaucoup plus que cela. Et, comme je viens de le dire au chef du Nouveau parti démocratique, il est bien clair que même avec les sanctions les plus rigoureuses dans l'histoire du monde, c'est possible maintenant d'envoyer des choses stratégiques en